



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

NUMERO SPECIAL

AVRIL 1989

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE)

## MILITANTS DU PCI ET DE IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE-CIR

Dans ce numéro spécial de "Combattre pour le socialisme" vous trouverez :

- des extraits du journal du Mouvement pour le Socialisme et la Démocratie (MSD) que dirige Mamadou Dia "*Premier Maodo du MSD*".
- une correspondance du Venezuela qui montre, textes à l'appui, quelle est l'orientation du MAS-MIR que dirigent Petkoff et Moleiro.
- un bilan des résultats du MPPT concernant les élections municipales.

"Combattre pour le socialisme" pose quelques questions simples aux militants du PCI et de IV<sup>e</sup> Internationale-CIR. Intégrer au Conseil Général de IV<sup>e</sup> Internationale-CIR des hommes comme Mamadou Dia et Moleiro n'est-ce pas détruire la IV<sup>e</sup> Internationale-CIR ? Que pourrait bien être cette "Internationale Ouvrière et des peuples" qui regrouperait des organisations comme celles que dirigent Mamadou Dia et Moleiro, étant donné la politique qu'elles pratiquent ? Ne serait-elle pas la négation d'une authentique Internationale Ouvrière et Révolutionnaire et un obstacle supplémentaire dressé contre la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale-CIR ? Cela ne contribuerait-il pas à dénaturer et à détruire IV<sup>e</sup> Internationale-CIR ? Quant au bilan de l'orientation du MPPT que permettent de dresser sa prestation et ses résultats aux élections municipales, comparés à ceux obtenu par le PCI en 1983, n'est-il pas catastrophique.

A vous de voir, de réfléchir et d'en tirer les conclusions. Pour ce qui concerne le Comité pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire et la Reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale, il poursuit son action politique pour le redressement politique et organisationnel du PCI et de IV<sup>e</sup> Internationale-CIR.

## SOMMAIRE

- Editorial ..... p. 1
- Deuxième lettre ouverte de Mamadou Dia à Abdou Diouf ..... p. 1
- Une lettre du Front national populaire ..... p. 2
- Les paysans de Veilingara se révoltent ..... p. 3
- La Conférence nationale de l'UDTS ..... p. 3

## ALGÉRIE :

Interview d'Omar Menouer,  
avocat, initiateur du MDP  
(Mouvement pour la démocratie politique)

p. 3



# YAAKAAR

N° 2 - NS  
MARS 1989  
PRIX : 100 F

## TRIBUNE DU PEUPLE TRAVAILLEUR

SÉRIE DE LETTRES OUVERTES  
DE MAMADOU DIA À ABDOU DIOUF

**"Votre politique économique et financière pérennise le sous-développement, institutionnalise la corruption et accroît les disparités et les tensions sociales"**

Un homme d'Etat Français a eu ce mot historique : « *Faites-moi de bonnes finances et je vous ferai une bonne politique.* » C'est pourquoi cette seconde lettre est une pièce maîtresse de la série que j'ai décidé de vous adresser. Elle porte, en effet, sur un sujet qui contient l'explication de l'échec de votre politique dans tous les domaines.

Depuis neuf ans que vous occupez la direction de l'Etat (grâce à l'artifice de l'article 35 puis au moyen de deux coups d'Etat électoraux), les perspectives d'un réel développement économique et social n'ont cessé de s'éloigner. D'ailleurs, il n'est pas besoin de larges développements pour établir l'échec de votre politique dans ce domaine, puisque vous-même l'avez reconnu en mobilisant, au cours de ces derniers mois, tout l'appareil diplomatique du pays pour obtenir l'inscription du Sénégal sur la liste noire des « *pays les moins avancés* » (PMA). Ce dont, à mon grand étonnement, vous semblez tirer fierté...

Il me paraît néanmoins opportun de revenir sur certains aspects de votre politique économique et financière, et sur leurs conséquences dramatiques. Il me suffira, pour cela, de passer en revue les grands axes de cette politique, en particulier sur les plans de l'endettement, de l'état des finances et de vos politiques dites « *nouvelles* ». Je m'efforcerais, autant que possible, de m'en tenir à vos propres chiffres qui, encore une fois, ne correspondent pas toujours aux réalités.

**VOUS SAVEZ BIEN  
QUE CETTE « DETTE »  
N'EST PAS CELLE  
DU PEUPLE SENÉGALAIS**

Vous avez poursuivi et aggravé une politique d'endettement systématique qui fait, aujourd'hui, du Sénégal l'otage de ses créanciers étrangers. Selon les sources BCEAO, l'encours de la dette extérieure du pays est de l'ordre de 1 000 milliards de francs CFA. Je précise ici que, pour ma part, je ne considère pas l'endettement extérieur comme un mal en soi.

Voici, d'ailleurs, comment j'aborderais ce problème dans mon dernier ouvrage :

« *La dette extérieure — faut-il le rappeler ? — n'est pas un mal en soi, elle est au contraire une nécessité. Il n'y a pas de commerce*

*international, il n'y a pas de croissance économique, surtout dans les conditions modernes du développement des techniques et des technologies, sans endettement.*

(lire page 4)



Du 10 au 23 février, le président Mamadou Dia a entrepris une tournée dans 8 villes de France (Lille, Poitiers, Tours, Paris, Étampes, Reims, Lyon, Marseille). C'est par centaines que des travailleurs et étudiants africains de l'émigration ainsi que de nombreux travailleurs et démocrates français se sont déplacés pour participer aux réunions-débats. La Conférence de Dakar, la situation africaine et internationale, le combat pour la construction d'une Internationale des travailleurs et des peuples, voilà les questions qui ont donné lieu à de riches discussions. Nous y reviendrons dans notre prochaine édition.

## EDITORIAL

## CONGRÈS DE LA RÉCUPÉRATION OU DE LA CONTRE-RÉVOLUTION ?

Depuis le meeting PS de Thiès, les Sénégalais attendent les assises du congrès extraordinaire que le parti au pouvoir organise à Dakar les 4 et 5 mars prochains.

Congrès de rénovation et d'ouverture nous a-t-on dit.

**Rénovation :** Voici venue l'heure où ce parti sent l'ultime besoin de se rénover par l'apport d'un sang nouveau, à l'image de ce malade anémié que seule une transfusion peut sauver en lui apportant des globules rouges en quantité suffisante.

**Ouverture :** Il est temps de s'ouvrir enfin à tous ceux qu'anime le désir de voir le gouvernement passer à des mains plus expertes devant arracher le Sénégal des griffes acérées de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, pour que cesse les fermetures d'entreprises, les licenciements massifs, la faim dans les foyers, la misère dans nos campagnes qui génèrent des conflits sociaux aux conséquences imprévisibles.

Sur ces thèmes de rénovation et d'ouverture, la presse aux ordres, la radio, la télévision, bref les médias nationaux confisqués par l'Etat ont embouché leurs trompettes.

Les vieux routiers de la politique sénégalaise que nous sommes sont sceptiques, car dans ce pays, « *la montagne a l'habitude d'accoucher d'une souris* ».

La dictature du FMI et de la Banque mondiale ne laisse malheureusement aucune marge de manœuvre à nos gouvernants.

Leur degré d'endettement est tel qu'ils ne peuvent même plus se permettre aucune initiative allant dans le sens de rassembler les patriotes de ce pays.

Ceux-là qui n'accepteront jamais de se soumettre à genoux devant la haute finance, qui refuseront toujours d'aliéner l'indépendance nationale du Sénégal ne seront certainement pas de la partie.

L'ouverture ne consistera alors — encore une fois — qu'à récupérer les « *récupérables* », ceux qui nourrissent la sourde envie de revenir au bercail.

On sonnera donc le ralliement de tous ceux qui ont été écartés des affaires à un moment ou à un autre.

Ce ne sera que du replâtrage — colmater des fissures n'a jamais sauvé une bâtisse vétuste. Une grande figure religieuse ne m'a-t-elle pas glissé à l'oreille : « *Quand un édifice tombe en ruines, il faut le détruire et le reconstruire de fond en comble.* » Le bateau prend eau de toutes parts. Gardons la tête froide.

Ayons le courage de reconnaître que seuls les Etats généraux du Peuple peuvent sauver notre pays d'une mort lente mais certaine.

Ayons la lucidité de proclamer comme notre Maodo national, le président Mamadou Dia et le Khalif général des Tidjanes, El Hadj Abdoul Aziz Sy que l'heure est venue pour le peuple de se réunir en Congrès d'où ne serait exclue aucune des composantes de la nation : partis politiques, syndicats professionnels, associations religieuses, groupements coopératifs, étudiants, élèves, hommes d'affaires, pasteurs, cultivateurs, pêcheurs, chômeurs, hommes et femmes, jeunes de tous horizons, chaque catégorie de citoyens viendrait y exposer ses doléances. Nous aurions alors le privilège de voir s'élaborer une Charte nationale qui lierait tout ce monde.

Les hommes chargés de son application s'appelleraient Samba, Demba, Dicory, Pathé. Cela n'aura aucune sorte d'importance tant qu'ils resteraient fidèles à la Charte nationale.

Nous entrerions de plain-pied dans l'ère de paix et de prospérité à laquelle notre peuple aspire depuis belle lurette.

Les militants du MSD, quant à eux, devraient se considérer comme soldats mobilisés aux côtés de leurs compatriotes pour la défense de ces idéaux qui nous ont toujours été très chers.

Mody Diagne,  
coordinateur national général  
du M.S.D.

## LE MSD, UN PARTI QUI BOUGE

# FRONT NATIONAL POPULAIRE

- Mouvement pour le Socialisme et la Démocratie
- Parti Africain de l'Indépendance
- Parti Populaire Sénégalais
- Indépendants

### COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Bureau exécutif national (BEN) du Front national populaire rend public, après avoir obtenu l'accord de son destinataire, la lettre qu'il a adressée à El Hadj Abdoul Aziz Sy, Khalif général des Tidianes.

Cette lettre a été portée le samedi 12 novembre 1988 à Tivaouane par une forte délégation du Bureau du Front dirigé par le président Mamadou Dia.

El Hadj Abdoul Aziz Sy,  
Khalif général des Tidianes,  
Tivaouane

Cher Khalif,

Suite à l'appel que vous avez bien voulu lancer à l'occasion du Maouloud et aux discussions que vous avez eues avec le Président Mamadou Dia, nous avons décidé, après concertation, de vous confirmer ainsi qu'il suit nos appréciations et nos propositions.

Nous saluons, encore une fois, les propos que vous avez tenus lors du Maouloud, propos qui ont rendu aux Sénégalaises et aux Sénégalais l'espoir d'une résolution des nombreux et douloureux problèmes auxquels ils sont confrontés.

Comme vous l'avez dit, à juste titre, notre pays est confronté à une crise multiforme qui menace jusqu'à son existence. Cette crise fait que la majorité de ses citoyens vit dans la hantise du lendemain et n'est plus en mesure de satisfaire ses besoins vitaux. Cette crise est dangereuse parce qu'elle fait éclater le tissu social et développe des sentiments de désespoir, de haine et de violence dans notre société.

Face à cette crise, le pays veut que des transformations soient apportées dans la manière dont ses affaires sont conduites. Chacun sait que pour aboutir à assurer à tous une vie digne, ces transformations ne sauraient être superficielles. Il ne suffirait pas de changer les discours ni même les hommes. Il faudrait bien apporter le changement dans tous les domaines de la vie, et donc bâtir une société civile nouvelle, des institutions nouvelles, des rapports nouveaux entre les Sénégalais.

En général, les hommes n'arrivent à changer leurs rapports que de deux manières : soit par la concertation soit par la violence. Pour notre part, nous croyons comme la majorité de nos compatriotes que la concertation est préférable à la violence. Ainsi, lors de son témoignage au procès de M<sup>e</sup> Abdoulaye Wade, le Président Mamadou Dia, parlant en notre nom à tous, a dit clairement que « nous sommes contre la violence ». C'est pourquoi dans les

moment troublés que nous venons de vivre (et que nous risquons bien de vivre à nouveau si une solution n'est pas rapidement trouvée), nous n'avons jamais cessé d'appeler à une concertation nationale populaire sous la forme des États généraux du peuple ou Congrès du peuple, ou encore Conférence nationale des forces de changement. Cette proposition a déjà obtenu l'accord des partis membres du « cadre des 8 ». C'est pour ces mêmes raisons que nous avons apprécié positivement l'appel que vous avez lancé pour une concertation de tous les fils du Sénégal. Nous pensons, comme vous, qu'il est urgent que cette concertation ait lieu et qu'elle débouche sur des résultats susceptibles de rassurer notre peuple. Donc, les modalités d'une telle concertation nous semblent devoir être abordées dès à présent.

Certes, il peut sembler plus facile de se limiter à une simple réunion entre les responsables des partis politiques ou encore entre ces derniers et les chefs religieux. Mais nous voulons attirer l'attention sur le fait qu'une telle réunion risquerait fort, comme en atteste l'échec de la « table ronde nationale », de tourner en dialogue de sourds amenant ainsi à une bipolarisation intolérable pour la société civile. Plus, en procédant de cette manière, on ne permettrait pas à chaque Sénégalaise et à chaque Sénégalais de se sentir impliqué dans les discussions, et donc de se sentir engagé par leurs résultats.

Or, il ne s'agit pas d'un éventuel partage de pouvoir entre chefs politiques (partage auquel nous ne serions pas candidats) mais la création des conditions d'une mobilisation enthousiaste de tous les fils et de toutes les filles de ce pays, seule susceptible d'éviter le naufrage à la pirogue dans laquelle nous sommes tous embarqués, le Sénégal.

Nous sommes donc d'accord avec vous pour dire que la concertation ne doit exclure aucun secteur du peuple sénégalais. Tous les groupes de Sénégalais (partis politiques, syndicats, coopératives des paysans, coordinations et associations des jeunes, mouvements des femmes, associations islami-

ques, etc.) sans exclusive devraient être associés à la préparation et à la tenue de la concertation car, si tel ou tel groupe était mis à l'écart, il ne pourrait pas présenter ses doléances et, donc, le risque serait grand de le voir désapprouver ou minimiser les résultats de la concertation. Ce qui ne permettrait pas d'arriver à la réconciliation nationale souhaitée.

Dans un souci d'harmonisation et pour faciliter le déroulement des discussions, nous proposons que soient constitués dans les lieux de travail ou d'habitation des comités populaires formés par tous ceux qui ont leur mot à dire.

Ces comités populaires devraient élaborer les cahiers des doléances communes de leurs membres. Cela leur permettrait de désigner un nombre restreint de délégués susceptibles de parler au nom de tous.

Sur cette base, la concertation pourrait, en faisant la synthèse de ces cahiers de doléances qui auront l'avantage de refléter déjà un consensus national, être en mesure de rédiger une Charte nationale populaire exposant le contenu, la forme et les moyens de tous les changements que les Sénégalais veulent voir réalisés.

Dans un souci de transparence et d'égalité, et pour que personne ne se sente écarté, nous proposons que tout ce processus soit supervisé et dirigé par un Comité national préparatoire, ouvert à toutes les organisations d'envergure nationale désireuses d'y adhérer. De tels comités pourraient aussi être formés aux échelons régional, départemental...

Il nous apparaît aussi qu'il serait nécessaire et utile que ce processus soit parrainé par les personnalités sénégalaises dont l'autorité morale est reconnue et admise par tous. A cet égard, nous pensons qu'il vous revient de présider un tel comité de parrainage.

Telles sont les propositions qu'il nous semble utile de faire en attendant que nous puissions, dans une autre étape, entrer dans les détails. Nous restons, bien entendu, ouverts à la discussion sur ces propositions.

Veuillez croire, Cher Khalif, à nos sentiments dévoués.

Amadou Tidiane Ba,  
délégué général du FNP  
Majemouth Diop,  
secrétaire général du PAI  
Omar Wone,  
secrétaire général du PPS  
Mody Diagne, coordonnateur national général du MSD  
Mamadou Dia,  
conseiller politique du FNP,  
Premier Maodo du MSD

### L'HISTORICITÉ DU MESSAGE DE MAOULOUD DU KHALIF EL HADJ ABDOUL AZIZ SY MALICK

Il y avait longtemps que les cérémonies traditionnelles de la Tabaski, de la Korité et du Maouloud Nabi avaient perdu toute leur signification religieuse et sociale. Il y avait longtemps qu'elles s'étaient dépouillées de toute vertu de communion avec le sacré. Il y avait longtemps qu'elles avaient chassé Dieu et son Prophète de nos mosquées pour leur substituer les nouvelles idoles que sont les puissants du jour, distributeurs de chèques bancaires et pourvoyeurs de magasins de riz et de semoules arrachées à la bouche du peuple, son destinataire et propriétaire légal. Il y avait longtemps que les sermons de nos chefs religieux n'étaient plus des sermons de Khalifs de Dieu sur la terre mais les porte-parole du pouvoir en place. Le message de Maouloud du 23 octobre 1988 du Khalif El Hadj Abdoul Aziz Malick Sy fut un discours de rupture avec ce qui semblait être devenu un triste signe de nos temps. Message d'un homme de la Cité de Dieu, il fut aussi celui d'un homme de la cité des hommes, un homme profondément imbu du sens de l'humain, du sens du social et de la socialité. Il fut celui d'un homme qui vit sur terre, au milieu de son peuple dont il partage les souffrances et les angoisses. Il fut celui d'un homme que la méditation extatique n'a pas empêché de rester un être solidaire du destin des autres. Sa voix ne fut autre chose que l'écho largement amplifié, il est vrai, de la voix du peuple sénégalais tout entier, accablé et meurtri. C'est, en effet, sa chaleur humaine, son contenu social lumineux, son adéquate temporalité, son réalisme et son ouverture positiviste qui donne à ce message toute son historicité, quelle qu'en soit, par ailleurs, l'inspiration apparemment suprahumaine.

C'est pourquoi il devait non seulement surprendre mais déranger tous les partisans du statu quo : les tenants du régime et leurs clientèles, bien sûr, mais aussi une certaine opposition, conservatrice et réactionnaire, pour qui le changement n'est qu'un changement de tour de rôle autour de la curée. Au contraire, pour les militants du changement réel, du changement des institutions et des structures, pour les militants de la rupture avec l'ordre intérieur et l'ordre international établis, le message de Maouloud s'inscrit précisément dans la dynamique de la lutte qu'ils mènent voici déjà plusieurs années pour restituer la Parole au peuple et le rendre ainsi maître de son destin.

C'est pourquoi il devait non seulement nous faire dire oui à nous-mêmes, oui à notre propre stratégie de combat pour un changement radical, oui à l'attente angoissée du peuple sénégalais. Pour nous, il s'agit non de faire se réfugier dans un attentisme prudent mais d'avancer résolument, confortés par la Parole du Saint homme sur un chemin déjà balisé.

Mamadou Dia

(CORRESPONDANCE DU VÉNÉZUÉLA)

## UNION NATIONALE CONTRE LES MASSES

## LE PLAN DE CARLOS ANDRES PEREZ

*" (1989) sera la première année d'une série d'années de réformes. Il serait irresponsable de proposer de timides mesures qui aggraveraient plutôt la crise. Nous ne pouvons obtenir l'indépendance économique sans discipline, productivité et sacrifice".*

Ainsi s'exprimait le nouveau président de la République du Vénézuéla, Carlos Andrés PEREZ, membre du parti Accion Democrática -AD- dans son discours inaugural du 2 février 1989 avec la présence remarquée de ... Fidel Castro et Daniel Ortega !

Elu avec 52,9 % des suffrages en décembre 1988, PEREZ homme politique bourgeois dans la société capitaliste en crise, dévoile le 16 février après deux semaines de gouvernement, un programme d'austérité comme le pays n'en a jamais connu, pour satisfaire aux recommandations du FMI et des banques créditrices occidentales.

Le 18 février, PEREZ renchérit : *"la dette extérieure est plus qu'un "fantôme". La dette est un obstacle qui est imposé à nos peuples. Nous sommes en train de prendre, nous, latino-américains, un tournant radical quant à la conduite de nos économies"... "Signer les accords avec le FMI est l'unique option pour un pays qui a épuisé ses réserves".*

Le prix à payer c'est la surexploitation de la classe ouvrière, la remise en cause des conditions de vie et de travail allant vers une paupérisation accrue. Le prix à payer, c'est la libération totale des prix des denrées de base, des services, du pétrole, de l'électricité ; c'est l'arrêt des subventions de l'Etat à l'industrie et à l'agriculture (pendant des années des subventions ont été octroyées pour maintenir tous les prix artificiellement bas grâce à un taux préférentiel du dollar - 14,5 Bolivars = 1\$ alors que le cours "normal" est de 36 bolivars = 1 \$, d'où l'endettement de l'état). L'ajustement

économique et financier voulu par ce gouvernement a comme corollaire la libération des taux d'intérêt, la dévaluation de la monnaie, l'apparition d'une gigantesque inflation et spéculation et le redoublement du chômage.

Face à ce plan, les réactions des partis politiques et organisations syndicales et patronales sont éloquentes :

- Pour COPEI (Démocratie chrétienne) : *"Le paquet de mesures" est plein de famine et de misère, c'est une démonstration du manque de sincérité du gouvernement vis à vis du peuple".*

- Pour AD : *"c'est un plan économique pour supprimer la crise que vit le pays et encore, "nous croyons que tous nous devons collaborer pour que ces mesures réussissent".*

- Pour la CTV (Confédérations des Travailleurs Vénézuéliens) : *"Le paquet de mesures" est très préoccupant en raison de ce qu'il représente une alternative très difficile mais le pays a des réserves suffisantes pour les affronter".*

- Pour le patronat (Fedecaramas) : *"Nous sommes d'accord sur la forme, nous croyons que le pays est dans l'obligation d'aboutir à un programme d'ajustement pour corriger les excès commis durant les années antérieures et qui ont causé de sérieux traumatismes et de problèmes économiques".*

- Pour le MAS-MIR (Mouvement vers le Socialisme + Mouvement de la gauche révolutionnaire) : *"Le Président PEREZ a parlé avec clarté, il a dit la vérité et signalé l'extrême gravité de la situation". "Le Mas est déterminé à rejeter et à s'opposer à l'essentiel de la politique économique et sociale voulue par le gouvernement et décide de lutter contre elles en proposant des modifications aux orientations qu'elles contiennent". (sic !).*

## LE BAIN DE SAING

C'est dans un bain de sang -environ mille morts, de milliers de blessés et des centaines de disparus ou de torturés- que le gouvernement PEREZ a noyé les 27, 28 et 29 février dernier les manifestations spontanées de la classe ouvrière, des étudiants et de la population des bidonvilles, refusant cette politique.

Ces manifestations ont démarré spontanément à l'aube du 27 février aux terminus des transports inter-urbains de Caracas, le jour annoncé par le gouvernement pour l'augmentation de tous les prix de base -dont ceux des transports...- et elles se sont répandues comme une traînée de poudre dans la capitale mais également dans une vingtaine de grandes villes du Vénézuéla, notamment les centres industriels.

Ces manifestations dont la composition sociale ne fait aucun doute se sont transformées, en l'absence d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire ouvrant une perspective politique claire mettant en cause et le gouvernement PEREZ et le système capitaliste pour aller vers le socialisme, en émeutes du désespoir contre l'orientation politique du gouvernement, l'augmentation générale des prix en étant le catalyseur.

Par la répression sauvage des manifestants à la mitrailleuse, par la suspension de toutes les libertés, par l'instauration du couvre-feu de 18 h à 6 h du matin et par le déchaînement de la DISIP (police politique) contre tous les militants étudiants et ouvriers, le gouvernement PEREZ donnait un gage de bonne conduite au FMI et entendait poursuivre sa politique criminelle.

## LE MASQUE TOMBE

Pourtant, d'après les "experts", tout devait bien se passer : dès le 16 février, à grand renfort de médias, PEREZ et chacun de ses ministres montaient au créneau pour expliquer l'ampleur de la crise (les 33 milliards de dollars de dette) et le contenu drastique de leur plan pour "sauver" l'ETAT Vénézuélien de la banqueroute.

Pour beaucoup de vénézuéliens le masque tombe. Après trente années d'une relative prospérité économique dans une démocratie bourgeoise, la cruelle réalité de leur pays leur apparaît telle qu'elle est : l'économie vénézuélienne, entièrement soumise à l'impérialisme nord-américain, subit de plein fouet les contradictions de ce dernier, la crise économique mondiale et, plus particulièrement depuis 1983/84, la crise pétrolière ; le Vénézuéla a rejoint les pays endettés d'Amérique Latine . il vient au 4ème rang derrière le Brésil, le Mexique et l'Argentine qui ont respectivement 114,106 et 54 milliards de \$ de dette. La crise ne date pas d'aujourd'hui, elle a été seulement différée dans le temps mais on ne peut s'abstraire des lois du système capitaliste.

Fait significatif : pour faire accepter son plan, le gouvernement, relayé chaque jour par la presse entre le 16 et le 26 février, montrait sa "bonne foi" en agitant la carotte

d'une augmentation des salaires de 30 % pour les agents de l'Etat, en compensation d'une augmentation des prix de ... 50 % ! Quant au secteur privé, il fallait attendre le résultat des négociations entamées dès le 21 février entre la Confédération des Travailleurs Vénézuéliens (CTV) et le Patronat.

Mais regardons de plus près cette "concertation" présentée comme exemplaire. A la question d'un journaliste au Président de la fédération industrielle du patronat : *"l'augmentation salariale sera-t-elle de l'ordre de 30 % comme l'a annoncé le Président PEREZ, pour le secteur public ?"*, il est répondu clairement : *"le décret du Président PEREZ pourrait être une base de discussions. Les aspects sociaux et économiques de l'adéquation des salaires aux prix doivent être analysés en fonction des conditions régionales dans lesquelles travailleurs et entreprises développent une activité productrice. La politique d'augmentation salariale entre employeurs et la CTV doit tenir compte du coût de la vie et de l'inflation régionale, des conditions de transport du travailleur pour rejoindre son entreprise, des services sociaux qu'il utilise dans la zone géographique où il travaille"*.

## ACCORD AVEC LE FMI

Par ailleurs, le gouvernement, pourtant qualifié de "franc", s'est bien gardé de dévoiler l'accord qu'il avait signé avec le FMI, et ce, jusqu'au 8 mars. Que dit "l'accord" ? : *"Le nouveau régime entrera en vigueur à partir d'avril 1989. Au mois de mars 89, le système en cours de contrôle des prix sera abandonné. En janvier 90, les prix de 14 produits pétroliers commercialisés sur le marché intérieur, seront de nouveau augmentés pour atteindre un total cumulé au moins égal à 70 % en moyenne. La subvention aux engrais sera limitée à 5 milliards de Bolivars en 89 et substantiellement réduite les trois prochaines années. Dans l'avenir, le gouvernement n'étendra aucune garantie qui changerait les transactions avec l'extérieur, incluant les compromis sur la dette. Les tarifs d'électricité de CADAPE et ceux des transports de CANTV augmenteront de 50 % durant 89 en trois étapes pour les premiers (avril, août et décembre), en deux étapes pour les seconds (avril et décembre)"*.

Pendant ces mêmes dix jours, la pénurie de produits de base (lait, café, farine, papier hygiénique, essence, médicaments, ...) commençait à se faire sentir, le patronat n'assurant plus la distribution des produits... jusqu'aux augmentations des prix.

Le Ministre de l'Education, quant à lui, concrétisait "l'accord" dans son domaine en annonçant le 22 février : *"la privatisation de l'enseignement supérieur (ce qui) a frappé de stupeur la communauté universitaire"*.

Il faut savoir cependant que les trois jours d'émeutes féroce ment réprimées -les seuls qui ont été révélés par la presse internationale- ont été précédés de manifestations d'étudiants dès le 23 février pour le châtiement des policiers qui venaient de tuer le 21 un employé et un étudiant de l'Université de Caracas, contre la privatisation des universités et contre le plan PEREZ.

Il y eut des affrontements quotidiens, des blessés et des morts, mais les étudiants furent bientôt rejoints par les organisations de base de certains bidonvilles : dès lors le 25 février, les auto-mitrailleuses prenaient position à tous les carrefours de la ville de Mérida (par exemple). Ce même jour, à San Cristobal, ville réputée pour sa "tranquillité sociale", surgissait une grève générale des secteurs productifs auxquels s'étaient joints les commerçants.

Si les manifestations ont été matées dans le sang, néanmoins le gouvernement tout en affirmant la même orientation politique, a dû ajuster sa tactique en accordant dès le 1er mars les promesses d'augmentation salariale : *"mesures accordées par le gouvernement en faveur des travailleurs à partir du 1er mars : - augmentation de 31,9 % des salaires de tous les travailleurs de l'Etat, soit 2000 bolivars, - fixation du salaire minimum pour les travailleurs des villes à 4000 bolivars et à 2500 bolivars pour les travailleurs des campagnes"*.

## APPEL À L'UNITÉ NATIONALE

PEREZ reçoit l'appui politique, direct ou indirect, de tous les partis et organisations attachés au maintien de la société capitaliste ; le mouvement noyé dans le sang, PEREZ enfonce le clou de l'austérité sous la bannière de l'unité nationale : *" l'augmentation des tarifs des transports fut le détonateur de la crise que vit le pays, ce fut une action des pauvres contre les riches, mais ce ne fut pas une action contre le gouvernement ni une action orchestrée par un quelconque mouvement politique"*. (3 mars)

*"Je ne cache pas que l'instauration des mesures demande une volonté ferme, disposée à l'austérité et l'effort...C'est une transformation politique et sociale mais avant tout, c'est un changement culturel profond dans lequel les valeurs d'effort, de production, de travail et de solidarité sociale se placent au premier plan"*. (4 mars).

*"Les mesures ne sont relativement drastiques, elles obéissent aux sommations de la restructuration de notre économie"*. (4 mars)

Ce même jour dans sa résidence présidentielle, PEREZ se réunit avec les dirigeants de la résistance nicaraguayenne "les Contras" au sujet de l'accord signé le mois précédent au Salvador par les gouvernements centre-américains.

Dès le 3 mars, la démocratie chrétienne (COPEI) en appelle à l'Unité Nationale : "moyennant une concertation des principaux partis et forces politiques du pays (il faut constituer) une force politique large et solide pour s'adapter de manière flexible aux ajustements économiques qui sont

nécessaires". "Dans un esprit de très forte collaboration, nous apportons notre concours pour dépasser les difficultés" (3 mars)

Tout en précisant pour que personne ne soit oublié : "nous allons tous faire un effort, gouvernement et opposition, Adistes, COPEistes, MASistes, militants des autres partis, employeurs et travailleurs...pour "que chacun assume son quota de sacrifices"" (4 mars)

## POUR LE MAINTIEN DE L'ORDRE

Après trois jours d'émeutes, PEREZ, ses principaux ministres (Assistance, Plan, Travail, Finances) et le Président de la banque centrale se réunissent le 1er mars au soir pendant plusieurs heures avec le cardinal, les archevêques et évêques de Caracas.

Le lendemain, l'église catholique envoie "un message de tranquillité au peuple Vénézuélien, elle lance un appel à la paix sociale, affirme qu'il n'est jamais licite de faire le mal pour rechercher le bien. Voler est toujours un mal. Chercher à obtenir quelque chose par la violence, c'est toujours commettre une autre injustice qui aggrave la situation".

Le cardinal poursuit sur un ton inquisiteur : "je lance un appel aux personnes pour qu'elles ne se laissent pas entraîner par les agitateurs. Moi, en tant qu'évêque, je tiens à affirmer les principes chrétiens. Je crois à l'ordre, au dialogue ; tous, nous avons le désir de rechercher des solutions".

Le bureau politique du PCV prend lui aussi position : "il demande la restitution immédiate des garanties constitutionnelles (car) leur suspension lèse l'état de droit et engendre une situation où le droit à la vie est constamment violé et où les prisonniers ne peuvent qu'être maltraités"... "il est clair pour tous que le déchaînement de violence fut une émeute populaire contre un ensemble d'injustices, l'élévation inconsiderée des prix, la spéculation, pendant que, de manière effrontée, sont exhibées les richesses, produit du vol du Trésor Public et de la confiscation des ressources par les grands groupes économiques".

Mais le PCV est un parti d'ordre : "Nous ne faisons pas de concession à ceux qui prétendent freiner les luttes du peuple, mais dans le même temps nous avons une position claire face au vandalisme, au pillage et au saccage. Nous condamnons ces méthodes parce qu'elles sont contraires aux luttes du mouvement populaire et révolutionnaire". (3 mars)

## LA CTV

En haut lieu on veut prévenir d'éventuelles et nouvelles réactions de la classe ouvrière. Delpino, Président de la CTV lance un appel au gouvernement le 6 mars en ces termes : "celui-ci doit réfléchir, tenir compte des secteurs populaires, et considérer la position syndicale selon laquelle les mesures doivent être prises (sic) graduellement et compensées de manière proportionnelle".

Le 4 mars au soir, les plus hauts dirigeants de la CTV se réunissent avec PEREZ pour lui suggérer de prendre un décret contre les licenciements des travailleurs pour six mois à venir, car on prévoit des licenciements massifs dans les villes industrielles de Valence, Maracay, Barquisimento et Caracas. La CTV réclame des augmentations salariales, des sanctions contre certains commerçants peu scrupuleux ; elle demande le maintien de l'ordre.

La CTV met en garde le patronat car elle pourrait ne plus pouvoir contrôler la situation : "Les employeurs ne devraient pas persister dans leur insensibilité ni exercer des licenciements massifs, ils doivent tenir compte que ceci pourrait générer de nouveaux conflits".

PEREZ les a entendus et acquiesce : "Le Président PEREZ recommande aux employeurs de maintenir le niveau de l'emploi pour éviter que ne se produisent des tensions sociales majeures". (13 mars)

COPEI déplore que : "l'accord CTV-Patronat n'ait pu être obtenu avant les troubles parce que cela aurait eu plus de valeur " et tout en affirmant que : "le gouvernement doit corriger ses erreurs politiques", il lui suggère "une stratégie d'explication et d'échelonnement des mesures qui permettrait, par exemple, aux gens de recevoir en premier lieu une augmentation de salaire avant de subir l'augmentation des prix des services, ce qui ressort d'une logique très élémentaire". (4 mars)

Ou, ce que je te donne d'une main, je le reprends de l'autre ! c'est la logique du système capitaliste en crise et de son impasse.

Mais le FMI n'est pas d'accord. Selon le Wall Street Journal : "le Vénézuéla pourrait avoir quelques difficultés avec le FMI parce que le gouvernement, en raison des désordres, a augmenté les salaires au-delà des 30 % autorisés par cet organisme". (7 mars)

## NOUVEAUX CRÉDITS

Le Vénézuéla, pour éviter la catastrophe, reçoit des crédits dès le 7 mars :

- 450 millions de \$ de prêt du Trésor US.
- 600 millions de \$ de prêt d'un Comité de banques de New-York.
- 4,5 milliards de \$ de prêt du FMI (pour les 3 prochaines années).
- 600 millions de \$ de prêt du Japon.
- 50 millions de \$ de prêt de l'Espagne.

Avec ce dernier chiffre on mesure l'ampleur de la crise car le gouvernement GONZALES (PSOE) a pu dégager cette somme vis à vis du Vénézuéla alors qu'il refuse de satisfaire les revendications salariales des travailleurs espagnols. Chacun appréciera.

On apprend également que "le Vénézuéla a suspendu temporairement le paiement des intérêts de sa dette extérieure".

PEREZ ne refuse pas le remboursement de la dette, il se bat pour être le leader politique des ...pays endettés pour "négociier collectivement avec les créditeurs".

Mais il n'y a rien à négocier puisque l'endettement s'accroît année après année et son non-remboursement aurait fatalement des répercussions drastiques auprès des banques créditrices. Voici quelques chiffres significatifs : " en 1988, le Vénézuéla a remboursé 4,7 milliards de dollars, ce qui représente 96 %

du montant du déficit de sa balance des paiements" et quant à l'Amérique Latine " pendant les 6 dernières années elle a payé 130 milliards de dollars pour le service de la dette extérieure, mais dans le même laps de temps, elle a augmenté sa dette de 200 milliards de dollars pour atteindre aujourd'hui un total de 420 milliards de dollars". (13 mars)

## L'A.D.

Le 12 mars, le Comité Politique National d'Accion Democrática se réunit. Sa déclaration est lourde de conséquences : "C'est le moment de l'autocritique. Nous avons commis des erreurs qui ont empêché la vision réelle des problèmes de la société. La pauvreté, la marginalisation, la détérioration de la classe moyenne et l'injuste répartition des revenus sont la raison des souffrances d'aujourd'hui"... "La situation du pays est à la croisée des chemins..., il faut adapter les mesures que la situation exige pour éviter l'accroissement du déficit extérieur, l'épuisement des réserves internationales, l'impossibilité de recourir au financement extérieur, l'accroissement attendu des importations qui conduiraient à des dévaluations périodiques, à l'effondrement du bolivar sur le marché libre, à la crise financière intérieure, à une énorme contraction du niveau d'activité économique, à une hyper-inflation, au fort chômage, à la pauvreté et à la détérioration généralisée de la qualité de la vie de la population".

Pour éviter ces perspectives plus que réelles, le CPN approuve à l'unanimité les propositions suivantes : "la situation économique et sociale réelle que vit le Vénézuéla impose l'Unité Nationale. Le gouvernement national le proposera en invitant à la concertation entre l'Etat, les entrepreneurs et les travailleurs -faire un décret qui protège l'emploi existant pour notre classe ouvrière, - Evaluer la gestion des gouvernements démocratiques, au point de vue de

leur efficacité pour résoudre les problèmes des travailleurs et des secteurs populaires, - Se donner les moyens pour que les mesures tendent à défendre et à fortifier le patrimoine social du travailleur de telle sorte que sa mission s'exerce pour le rendre apte à affronter l'exigence des nouvelles formes de production, la restructuration de la sécurité sociale...- Réviser le comportement du secteur santé dans ses structures et son fonctionnement , - Décider la création immédiate d'une commission Parti-Gouvernement pour le suivi de l'application et des effets des Mesures Economiques, - Exhorter le gouvernement national pour qu'il applique scrupuleusement des critères d'austérité aux ressources publiques avec l'objectif de les rendre plus productives, - Approuver le document présenté par le Bureau syndical (CTV) et ordonner sa publication".

Mais rien n'y fera, le Ministre de l'Assistance annonce crûment : "en 1989, il y aura la plus forte inflation que le Vénézuéla ait jamais connue dans toute son histoire. Cela sera, même indépendamment des mesures qui sont prises à l'heure actuelle. L'inflation sera un traumatisme. La classe moyenne sera durement frappée".

Mais comme il n'y a pas d'autre perspective politique, l'Unité Nationale étant en place, le Président d'AD a beau jeu d'affirmer que : "L'opposition ne présente pas d'alternative" !

## LE MAS-MIR

Tous les partis ouvriers qui siègent au parlement pratiquent depuis des années une politique qui s'intègre à la "démocratie vénézuélienne". Le MIR, organisation présentée comme "révolutionnaire" et proche de IVème Internationale-CIR ne fait pas exception à la règle. Ils ne mettent pas en cause l'Etat bourgeois, l'armée, la police, instruments éprouvés de la défense de l'ordre bourgeois. Ils ne mettent pas en cause le régime capitaliste au Vénézuéla. En conséquence, malgré sa progression aux dernières élections, l'influence du MAS-MIR est très faible dans les syndicats et dans la classe ouvrière, la population laborieuse. Aussi l'AD a-t-elle facilement gardé le contrôle de la CTV. L'auraient-ils voulu (et ils ne voulaient pas), les dirigeants du MAS-MIR auraient été incapables de réaliser la grève générale contre la répression et l'Etat de siège. A plus forte raison ils auraient été incapable d'organiser la classe ouvrière, les paysans, les étudiants en comités, pour ne pas parler de l'armement des prolétariat indispensable au combat contre la police et l'armée.

Avant, comme au moment de la répression sanglante, leur orientation a désarmé politiquement les masses. Grâce à la politique qu'ils suivent depuis des années, le gouvernement d'Andrés Carlos Perez a eu les mains libres. Tout se résume dans leur opposition à la construction d'un authentique Parti Ouvrier Révolutionnaire combattant pour le socialisme.

Il est des moments dans l'histoire où les organisations politiques ne peuvent se dérober. C'est le cas en ce qui concerne les organisations se réclamant de la classe ouvrière

lorsque la lutte des classes prend le caractère de guerre civile et ne laisse place à aucune tergiversation. Alors le véritable caractère de ces organisations et partis se dévoile.

Textes à l'appui, regardons de plus près l'évolution politique du MIR et du MAS. Il y a 2 ans se tenait à Caracas une " Conférence internationale contre la dette" à l'initiative du PCI (France), du MIR (Vénézuéla) et du PT (Pérou). "IVème Internationale-CIR" n'y était même pas intervenue sous sa propre bannière et cette conférence était totalement contrôlée par des organisations staliniennes ou crypto-staliniennes ainsi que d'autres assujetties politiquement à l'église catholique, à l'impérialisme. Cette conférence avait été organisée sous la direction politique et organisationnelle de Moïse Moleiro responsable du MIR, avec le soutien de la direction de IVème Internationale-CIR et celle du PCI. Il n'était évidemment pas question à cette conférence de mettre en cause le stalinisme et le capitalisme. Les textes issus de cette conférence reprennent à leur compte la politique de Fidel Castro. Le résultat le plus tangible de cette conférence ce fut l'éclatement de IVème Internationale-CIR. Par rapport à cette dernière la position de Moïse Moleiro déjà membre du Conseil Général de IVème Internationale-CIR, ainsi que celle du MIR, en fut renforcée.

Or, l'an passé, le MIR a rejoint le MAS (lui-même issu d'une scission du PCV) et le MAS-MIR (c'est ainsi qu'il se dénomme lui-même) a présenté Teodoro PETKOFF aux élections présidentielles en décembre dernier.

Sur quel programme ? Les affiches du MAS-MIR encore sur les murs en donnent un aperçu : *"Honnêteté, Capacité, Courage"*

*"Le Vénézuéla mérite plus de respect, gouverner est quelque chose de sérieux"*

*"Les trafiquants de drogue financent-ils les campagnes électorales ?"*

*"Un vote pour le MAS-MIR n'est jamais perdu".*

**VOTE MIR-MAS**

Ce candidat a obtenu 9 % des suffrages; le MAS-MIR est la 3ème force politique du Vénézuéla en nombre de députés et de sénateurs après AD et COPEI.

Le dimanche 19 février le MAS célébrait sur une grande avenue de Caracas son 18ème anniversaire. C'était la fête, les chanteurs se suivaient sur le podium et derrière eux sur une banderole on pouvait lire *"nous sommes le MAS, pour te défendre"*. Il y avait beaucoup de drapeaux MAS-MIR, beaucoup de buvettes mais aucune vente militante de leur journal. Rien de politique... PEREZ venait de présenter son plan depuis trois jours seulement !

## LE MAS-MIR, ET LE PLAN PEREZ

Il est vrai que le 18 février P. MARQUEZ, Président du MAS-MIR et dirigeant des relations interparlementaires du Congrès National annonçait "sa prochaine conférence sur les mesures économiques du nouveau gouvernement à ... la chambre de commerce et d'industrie de l'Etat de Bolivar le 23 février". Mais à qui s'adresse ce parlementaire ? : *"La réalisation de cette conférence est importante non seulement pour les commerçants et les industriels mais pour toutes les personnes intéressées à connaître en détail la mise à exécution de ce qui est appelé le "paquet économique"!"*

Le 17 février la fraction parlementaire du MAS se propose de travailler tantôt au parlement tantôt en commissions afin de réactiver certaines lois qui compenseront l'effet inflationniste que contient "Le paquet de mesures". Le chef de la fraction politique du MAS, PAOLA a dit que : *"les mesures vont porter préjudice d'une manière ou d'une autre aux secteurs les plus humbles de la population et contribueront à dépecer la classe ouvrière chaque jour un peu plus et à ce que la classe moyenne prenne la chemin de la prolétarisation"*. (17 février)

Avec cette perspective, il n'est pas question pour le MAS-MIR de combattre le plan PEREZ mais d'en limiter certains effets par "la loi anti-monopole qui est une loi de protection du consommateur destinée à éviter la spéculation ; la loi d'imposition sur les revenus et la loi sur l'habitat"...voilà un parti de propositions !

Ils ont poursuivi la même politique pendant et après le massacre.

Au deuxième jour des manifestations réprimées à la mitrailleuse, le 28 février, E. CARILLO, chef de la fraction parlementaire du MAS-MIR à l'Assemblée affirme : *"aujourd'hui l'Assemblée discutera des mesures économiques prises par le gouvernement national"* tout en assurant que : *"le MAS en fera une sévère critique" car "ces mesures n'aident en rien les classes humbles, mais, en outre, feront augmenter l'inflation"*. *"Discutons, discutons mais restons calmes"* dit le MAS-MIR le 1er mars alors que les libertés sont suspendues, que le couvre-feu est instauré et que la classe ouvrière et la jeunesse comptent leurs morts : le chef de ce parti dans l'Etat d'El Tachira se déclare *"très satisfait parce qu'ici le peuple a su rester calme, de la sorte il n'y a pas lieu de suspendre les garanties constitutionnelles, de restreindre la liberté de circuler, la liberté d'expression"*, *"les habitants d'El Tachira doivent rester en alerte de manière pacifique comme ils l'ont fait face à leurs problèmes"* et encore *"s'il existe un droit de protester contre les mesures économiques, c'est de manière pacifique et civique"*. (1er mars)

Et puis le MAS-MIR compte intervenir dans la CTV sans doute pour organiser la résistance de la classe ouvrière contre les dirigeants AD aux ordres ? Pensez donc. Absolument pas. Alors que l'Unité Nationale se prépare activement , le 3 mars sort la déclaration "syndicale" suivante : *"Les fractions minoritaires des différents partis politiques qui sont dans la CTV (COPEI, MAS-MIR et PCV) appellent à la concertation interne"*.

## AU NOM DU MAS-MIR, PETKOFF APPELE LE GOUVERNEMENT, L'AD, LA COPEI À COLLABORER

Quant à l'éminent dirigeant PETKOFF, son discours prononcé le 6 mars se passe de commentaires :

*"Il faut geler (sic) les mesures du gouvernement et étudier un nouveau plan économique"... "C'était un plan fait pour les ordinateurs et non pour les hommes de chair et de sang. La malédiction de l'économie moderne a éliminé toute réaction et préoccupation humaine, et c'est cela qui a produit ces chocs"*.

*"Je reconnais la lucidité de PEREZ pour diagnostiquer correctement la situation et son courage pour le dire ; je ne peux mettre de côté la responsabilité qu'il a dans l'application du "paquet de mesures" et de l'explosion sociale de la semaine dernière"*.

Il est évident que le "paquet économique" en a été le détonateur, PETKOFF applaudit le fait que le président n'ait pas cédé à la tentation facile de chercher le "bouc émissaire" à la subversion ce qui est traditionnellement évoqué par les hommes politiques vénézuéliens.

*"Je suis disposé à contribuer aux ajustements du plan économique du gouvernement. Avec raison, je crois que le programme admet des rectifications et doit être révisé à la lumière de ce qui est pour nous le plus important, l'établissement du système démocratique et son renforcement, et surtout, la théorie du Pacte Social (resic!) que nous proposons dans cette situation avec son pendant, la notion de concertation"...*

*"Tous les ajustements sont viables, probablement pas sur la totalité du programme mais il y a des aspects qui peuvent parfaitement admettre un échelonnement. Je dirais que le traitement doit s'apparenter plus à l'homéopathie qu'à une médecine de choc"*.

Cette offre de bons et loyaux services pour sauver le système capitaliste malade, voilà très exactement où se situe le MAS-MIR, ce qui a fait très justement dire à un député d'AD le même jour : *"Avec les propositions politiques de*

*COPEI et du MAS, il y a un accord possible sur tout...sans que les ajustements s'opèrent brutalement" (6 mars)*

L'appel du MAS publié dans la presse sur une page le 5 mars et que nous reproduisons ci-contre, résume toute la politique de cette organisation :

"Monsieur le Président, Rectifiez"

"Le paquet de mesures a été le détonateur de l'explosion sociale"

"Rétablir l'ordre public sans suspendre les garanties"

"Le pire chemin: celui du FMI"

"Le Vénézuéla exige la paix, la tranquillité et la suspension immédiate des mesures économiques".

Voilà la politique du MAS-MIR, de PETKOFF, MOLEIRO. Est-ce avec le MAS-MIR qu'une nouvelle Internationale peut être construite ? Comment est-il possible que MOLEIRO, coadjuteur de PETKOFF, dirigeant du MIR, siège au Conseil Général de IVème Internationale-CIR ? L'orientation que LAMBERT, la direction du PCI et de la IVème Internationale-CIR suivent, détruit et IVème Internationale-CIR et le PCI, la lecture de ces pages en est la démonstration éclatante. Militants du PCI et de IVème Internationale-CIR, il est temps, grand temps de réagir.

## ANNEXES

### PARTICIPATION DU MAS À... 'LA RÉFORME DE L'ETAT I'

*"Aujourd'hui les Secrétaires Généraux des partis politiques analysent le projet d'Accord National pour impulser le processus de réforme de l'Etat".*

*"A l'appel du Président de la République pour que , sur le chemin par la voie du consensus et de la concertation, soient*

*impulsés le processus de transformation que requiert la société vénézuélienne".*

Pour le MAS : Freddy MUNOZ (le 9 mars)

### 'LE PACTE INSTITUTIONNEL'...DONT LE MAS I

*"En 1970 a été conclu un pacte institutionnel qui a fonctionné pendant 18 ans de 70 à 89 : partage et alternance du pouvoir entre AD/COPEI aux différents postes de l'Etat (Président, Assemblée Nationale, Sénat...). Ce pacte est une preuve modèle de la solidité de nos institutions politiques et de la maturité et de la capacité des leaders afin d'aller vers la disposition des participants à accomplir dans des actes concrets plus que de la rhétorique, des compromis durables dans le temps et significatifs pour la vie du pays".*

*"A partir de 1979, les forces politiques initiatrices de l'Accord ont décidé d'élargir "la couverture" du Pacte en faisant accéder aux postes de direction des chambres législatives, les partis politiques arrivant en 3ème et 4ème position numérique au Congrès".*

*"Ainsi, le MAS et l'URD accéderont aux postes de Vice-Président des chambres : celle des députés pour le MAS et l'équivalent au Sénat pour l'URD pendant la période 79-84 et l'inverse pour la période 84-89." . lit-on dans la presse du 9 mars 1989.*

*Les citations de cet article sont extraites des journaux : "El Nacional", "El Correo", "El Correo de los Andes", "El Bolivarense", "La Nacion", "El Pais", "La Prensa", "El Universal" ; de textes et documents du MAS.*

✂-----

#### BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMEROS : 70 FFR

NOM : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ - LOCALITE : \_\_\_\_\_

(Ecrire en caractère d'imprimerie. Merci)

Chèque à établir à l'ordre de : Stéphane JUST  
Envoyer à : Stéphane JUST - B.P. 154 - 92804 PUTEAUX CEDEX

Señor Presidente

# RECTIFIQUE

- El paquete de medidas económicas ha sido el detonante de los dramáticos acontecimientos de los últimos días.
- Las medidas específicas de restablecimiento del orden público deben ir acompañadas por una profunda rectificación del programa económico.
- La economía venezolana sí requiere de serios ajustes, pero distintos al paquete que usted ha puesto en marcha.

## EL PAQUETE DE MEDIDAS HA SIDO EL DETONANTE DE LA EXPLOSION SOCIAL

Un estallido social se ha producido en Venezuela, el cual ha traído como consecuencia un doloroso saldo de vidas sacrificadas, y de inmensos daños materiales.

Una ira contenida durante largos años terminó por explotar.

El detonante de esta explosión fue la aplicación de las primeras medidas del paquete económico

de Carlos Andrés Pérez, que representan una nueva e insoportable carga para los sectores populares, que han visto aceleradamente deteriorarse su nivel de vida, en lo cual tienen una alta responsabilidad los gobiernos de Luis Herrera y Jaime Lusinchi, quienes prácticamente arruinaron al país.

## RESTABLECER EL ORDEN PUBLICO SIN SUSPENSION DE GARANTIAS

Es cierto que ha habido graves desbordamientos y que se han producido situaciones que han creado un clima de zozobra, inseguridad y miedo. Sin embargo, nada justifica que para el restablecimiento del orden público se haya escogido el peligroso camino de la suspensión de las garantías constitucionales, incluyendo la libertad

de expresión. Y resulta además inaceptable que se pretenda utilizar esta suspensión de garantías para amedrentar y desestimular el sentimiento de la protesta por la vía del miedo, del amedrentamiento, de la información tendenciosa y de los rumores alarmantes.

## EL PEOR CAMINO: EL DEL FMI

A la hora de enfrentar el desbordamiento del estallido popular, el gobierno ha dejado de lado el problema fundamental: el del programa de ajustes del FMI y la necesidad de posponer su aplicación, mientras se elabore un nuevo programa

de medidas más gradualista, equilibrado y equitativo en el reparto de las cargas que el ajuste supone. Lo importante en las circunstancias actuales es tener el coraje de rectificar, por el bien del país y de los venezolanos.

Venezuela exige paz, tranquilidad  
y suspensión inmediata  
de las medidas económicas

**MAS** 

## LE PCI ET LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 1983

Déjà l'orientation sur laquelle la direction du PCI avait présenté, en 1983, des listes aux élections municipales était très discutable. Néanmoins en février 1983 "Informations Ouvrières" n° 1094 annonçait fièrement : "6000 candidats, 200 listes d'Unité Ouvrière soutenues par le PCI".

Incontestablement, ces listes présentées dans 70 départements différents, souvent dans d'importantes villes ouvrières, constituaient - avant même tout résultat - le témoignage des possibilités d'intervention et de combat d'un PCI de 6 000 militants.

**Mars 1983** : les résultats de ces listes aux élections municipales rendaient compte des possibilités qui s'ouvraient pour la construction du PCI. "Informations Ouvrières" n° 1097 publiait :

*"les résultats les plus significatifs :*

*Marigny (03) : 40 %*

*Lucé (28) : 391 voix, 5,8 %, 1 élu*

*Lormont (33) : 457 voix, 7 %, 1 élu*

*Coesmes (35) : 27,3 %*

*Brié et Angonnes : 13,8 %*

*Bouguennais (44) : 382 voix, 6,04 %, 1 élu*

*Mouy (60) : 7,7 %, 1 élu*

*Lyon (VIIème) (69) : 673 voix, 3,5 %*

*Vénissieux (69) : 1 069 voix, 6,03 %, 1 élu*

*Chauffailles (71) : 237 voix, 10,6 %, 1 élu*

*Le Havre (76) : 1 287 voix*

*Trocy (77) : 18,9 %*

*Les Mureaux (78) : 502 voix, 5,9 %, 1 élu*

*Freneuse (78) : 9,33 %*

*Niort (79) : 915 voix*

*Montreuil (93) : 1 004 voix, 3,4 %*

*Gentilly (94) : 4,4 %"*

Il y avait à partir de ces positions acquises dans les conseils municipaux, une tribune pour faire connaître nos positions, un point d'appui pour la mobilisation des masses sur une ligne de front unique, une base possible pour la construction du PCI.

## LE PCI, LE MPPT ET LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 1989

**Mars 1989** : le PCI ne présente ni ne soutient aucune liste aux élections municipales. Le MPPT présente ou cautionne une maigre poignée de listes.

En soi, c'est déjà un constat de faillite politique. Bien évidemment, aucun bilan n'est tiré de ces six années de participation aux conseils municipaux. De plus la décision de ne pas présenter un nombre significatif de listes fut un tournant opéré de manière honteuse et sans que les lecteurs d'"Informations Ouvrières" aient droit à des explications.

Rappelons que dès mai-juin 1988 fut abordée la préparation des municipales de 1989. Durant l'été, le démarchage de maires, le travail préparatoire à des listes aux municipales fut une tâche centrale. La lettre d'"Informations Ouvrières" n° 204 (7 juin 1988), rendant compte du BN du MPPT du 28 mai 1988, indiquait :

*"Le Bureau National du 28 mai a donc discuté des élections municipales, cantonales et européennes à venir. (...) moins d'un an après l'élection présidentielle et les législatives, ces élections auront une importance nationale".*

En septembre 153 listes étaient déjà prévues. Puis... plus rien. On ne parle plus guère que des européennes. Il fut expliqué aux militants que les contraintes financières imposaient un choix entre les municipales et les européennes, et qu'il était plus "intéressant" de choisir les européennes. Explication à la fois fallacieuse et révélatrice de l'orientation de la direction.

Fallacieuse : certes, rien n'oblige les trotskistes à se présenter à toutes les élections : c'est une question d'efficacité et de possibilité. On pouvait décider de ne pas représenter 200 listes, sur la base d'une analyse sérieuse de la situation politique. Mais on ne pouvait pas ne pas mener bataille là où nous avons des élus sortants : il n'est pas dans la tradition trotskiste d'abandonner sans combat les positions acquises dans la lutte des classes ; or, froidement, la direction du PCI a décidé de liquider des positions conquises de haute lutte par les militants : quel mépris pour les travailleurs qui nous avaient fait confiance, et pour les militants qui ont tenu ces positions six années durant.

Mais au moins une telle retraite évite-t-elle à la direction du PCI d'avoir à affronter la vérité des chiffres et le bilan que les travailleurs tirent, eux, de l'activité du MPPT : car tout le monde aurait pu comparer les résultats de 1983 avec ceux de 1989. La direction du PCI a préféré se dérober. En outre, il devenait impossible à la direction du PCI de contraindre les militants à mener une nième campagne électorale sur une ligne refusant tout combat pour le front unique. Tandis qu'une liste aux "européennes" est à la portée de n'importe quel groupuscule.

Un choix politique : en choisissant les Européennes plutôt que les municipales, la direction du PCI a montré la réalité de sa ligne politique.

## LA QUESTION DU GOUVERNEMENT

Il faut se souvenir sur la base de quels considérants, en mai-juin 1988, avait été abordée la préparation des municipales. La lettre d'"Informations Ouvrières" n° 204 (7 juin 1988) expliquait, au sujet de Mitterrand et du PS :

*"D'ores et déjà, ils se préparent à avancer, en constituant des listes municipales dites "de centre-gauches", dans l'ouverture à droite. Tout cela ne peut que concourir à*

*développer des éléments de crise dans le PS - et à aggraver la crise du PCF"...*

Or, que s'est-il produit depuis ? Contre la volonté nettement exprimée des masses, Mitterrand a constitué un premier gouvernement, le gouvernement de "l'ouverture au centre", le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour, Mitterrand contraint de dissoudre l'Assemblée Nationale, une

majorité de députés du PS et du PCF a été élue. Mais déjà une partie importante de l'électorat ouvrier s'abstenait marquant ainsi son rejet du gouvernement qui venait d'être formé et de sa politique. Poursuivant sur leur orientation, Mitterrand et la direction du PS ont élargi encore le gouvernement sur la ligne de "l'ouverture au centre", il est devenu le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson.

Chaque élection qui a lieu ensuite a été marquée par un abstentionnisme massif de l'électorat ouvrier. En même temps, des millions d'autres travailleurs ont continué à voter contre les partis bourgeois en votant PS et PCF. Le sens politique de tous les résultats électoraux, depuis les élections présidentielles, est d'une évidente clarté : le prolétariat est contre un gouvernement auquel participent des ministres représentants de la bourgeoisie ; il est contre le gouvernement bourgeois que Mitterrand a constitué, le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson ; il est pour un gouvernement du PS et du PCF sans ministre bourgeois.

Toutes les mobilisations qui ont eu lieu pour les revendications, infirmières, enseignants et récemment des fonctionnaires résidant en Corse, ont souligné qu'il ne peut y avoir de combat victorieux pour les revendications importantes sans que soit engagée la lutte pour défaire ce gouvernement et pour au autre gouvernement. L'absence de

perspective politique est l'obstacle principal à la mobilisation générale de la classe ouvrière et de la jeunesse. Ouvrir cette perspective n'est possible qu'en partant de la réalité politique concrète (arithmétique) existante : il y a une majorité PS-PCF à l'Assemblée Nationale, c'est-à-dire par une agitation politique systématique sur l'axe suivant : contre le gouvernement Mitterrand-Rocard-Durafour-Soisson et sa politique, manifestation massive à l'Assemblée Nationale, pour exiger des députés du PS et du PCF : qu'ils satisfassent les revendications ; qu'ils décident l'Assemblée Nationale à majorité PS-PCF est souveraine et la constitution d'un gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois, émanant de l'Assemblée Nationale et responsable devant elle.

Contrairement à ce que la direction du PCI espérait, les élections municipales se sont faites, en général, sous le signe de l'union de la gauche-front populaire. Au lieu de s'en saisir pour mener campagne sur le mot d'ordre du gouvernement PS-PCF sur la ligne du Gouvernement Ouvrier et Paysan (ce qui n'est pas, bien sûr, un gouvernement PS-PCF), la direction du PCI a préféré fuir l'obstacle car elle n'aurait pu échapper à la question : quel mot d'ordre gouvernemental avancer ? Quelle politique de front unique ? Elle a choisi les européennes ; ce n'est pas un choix financier, mais politique.

## UNE POLITIQUE ANTI-TROTSKYSTE

Dans quelques municipalités, la direction du PCI est allée plus loin. Aux Mureaux, le PCI a fait le choix, sous couvert du MPPT, d'être la roue de secours de l'appareil stalinien.

Qu'on en juge : Aux Mureaux, le PS et le PCF ont chacun, au 1er tour, constitué une liste dans l'espoir d'arriver en tête afin de postuler à la tête de liste, donc à la mairie, au deuxième tour. Le PS comme le PCF ont fait appel à toutes les bonnes volontés décidées à les aider, bourgeoises ou non.

Le MPPT a répondu "présent !" en mettant comme condition l'accord sur 4 points dont il faut dire que même Bernstein aurait eu du mal à les qualifier de révolutionnaires.

• Le PS accepte 3 des 4 points et, cohérent avec lui-même, précise :

*"que la future majorité municipale devra être solidaire du vote du budget".*

• le PCF rejette ces 4 points. Mais il autorise le MPPT à en faire état. L'alibi est jugé suffisant par le MPPT. Il rejoint la liste menée par le PCF.

• Il participe donc à une liste dont le programme ne s'engage pas : (point 1) à embaucher les TUC ; (point 2) à ne pas expulser les familles de leurs logements ; (point 3) à combattre le "plan Jospin" ; (point 4) à défendre les droits des immigrés.

Notons que même si le PS ou le PCF avait accepté ces 4 points, cela n'autorisait pas pour autant à leur servir de roue de secours et à renoncer à défendre toute sa politique de manière indépendante.

Mais là... c'est proprement stupéfiant.

Et comme il faut boire le calice jusqu'à la lie, les militants trotskystes se retrouvent donc sur une liste "rassemblement des forces de gauche et de progrès" (c'est à dire au-delà du front populaire) incluant d'honorables représentants des partis bourgeois.

Il y a 6 ans, Jean Delarue, élu de la liste ouvrière d'unité soutenue par le PCI, déclarait lors de la première réunion du conseil municipal des Mureaux :

*"Parce que l'unité... est la seule voie qui puisse donner une issue positive à la difficile situation qui vient (...)*

*Je m'intègre au travail de ce conseil municipal composé en majorité de conseillers municipaux du PS et du PCF, avec une telle volonté de réaliser l'unité et de me faire à tout instant le porte-parole de cette volonté.*

*Ce besoin d'unité finira bien par triompher. Je fais confiance, quant à moi, aux travailleurs, comme à Carmaux, pour le réaliser. Je ne doute pas qu'on aboutisse.*

*C'est pourquoi ce souci d'unité ouvrière m'amène à voter résolument R. Le Toullec (tête de liste PCF-NDLR) et à m'adresser à nouveau, à cette occasion, à lui pour lui dire : il est grand temps, maintenant, de faire en sorte de vous prononcer pour la rupture avec toute cette politique d'entente avec les capitalistes qui mène la majorité parlementaire PS-PCF à la catastrophe, en refusant de décréter enfin sa souveraineté, politique, qui nous l'avons vu, ne favorise que la droite."*

"Informations Ouvrières" n° 1097 reproduisait cette déclaration (les points de suspension sont ...de la rédaction d'"Informations Ouvrières"). Au même moment Joëlle Bony faisait à Vénissieux exactement la même déclaration. Six ans plus tard, le PCI a abandonné sans combat sa position conquise à Vénissieux. Et Jean Delarue, qui affirmait : *"je ne doute pas qu'on aboutisse"* et déclarait *"voter résolument pour R. Le Toullec (tête de liste PCF-NDLR)"*, a abouti six ans après, sur la liste de R. Le Toullec, dès le premier tour et sur le programme du PCF, sur une ligne au-delà du front populaire : c'est effectivement un aboutissement. (voir plus loin la photocopie de la déclaration aux électeurs de Roger Le Toullec, maire PCF sortant).

Là, le MPPT a choisi le mauvais cheval : au premier tour la liste dirigée par le PS est arrivée en tête. Au deuxième tour le PS et le PCF ont formé une liste commune dirigée par le PS. Le maire sortant n'en a pas fait parti. D'un commun accord le PS et le PCF ont dit à Jean Delarue et à ses amis du MPPT d'aller se faire voir ailleurs. Sur quoi, tel le renard de la fable, J. Delarue a déclaré : les raisins de la liste nouvelle sont trop verts, je n'y participe pas.

## RÉSULTATS ET CONSÉQUENCES

Parmi les listes auxquelles participaient des candidats du MPPT relevons : la "liste d'Union démocratique et humaniste (sic) pour Coueron" ; la "liste d'unité ouvrière et populaire" (pourquoi pas de front populaire) "soutenue par le MPPT" à Rézé-les-Nantes ; la liste conduite par "Henri Le Gall" exclu récemment du Parti Socialiste, conseiller municipal de 1971 à 1977, premier adjoint de 1977 à 1983, maire adjoint de 1983 à 1989".

"Informations Ouvrières" n° 1 409 datée du 15 mars, publie un tableau des "résultats des listes auxquelles participait le MPPT".

Il est facile de constater que les listes qui ont obtenu des scores relativement importants, que mentionne ce tableau, sont des listes dirigées par des dissidents du PS et du PCF, ou encore par le PCF : Coueron, Les Mureaux, Saint-Flour, Saint-Brévin, Aublainville, Holques par Walen, Clichy, Gignac. Les militants du MPPT qui figurent sur ces listes font office de bouche-trous. Ils se sont alignés sur l'orientation des têtes de liste (voir Les Mureaux). Enfin : comparer les résultats obtenus par les listes réellement animées par les militants du MPPT à ceux qu'avaient obtenus en 1983 les listes "d'unité ouvrière soutenues par le PCI" est significatif. Deux exemples :

	1983 %	1989 %	1983 voix	1989 voix
Rézé les Nantes	4,69	2,5	759	360
Saint Nazaire	3,46	2,61	993	670

Or en 1989 la masse des abstentions a été encore plus importante qu'elle ne l'a été en 1983 : à Rézé 33,25 % en 1983, 37,78 % en 1989 ; à Saint-Nazaire 34,35 % en 1983 ; 40,92 % en 1989. La possibilité d'obtenir un score relativement élevé et politiquement important était encore plus grand en 1989 qu'en 1983. A condition toutefois d'ouvrir une perspective politique aux travailleurs auxquels on s'adresse. C'est précisément ce qui est absent des programmes de ces listes. Bien au contraire. On n'y trouve aucune perspective gouvernementale. Dès lors le prétendu "programme" n'est plus que du baratin municipaliste et électoraliste et cela dans le meilleur des cas.

L'aventure ne s'arrête pas là, l'orientation, la façon de procéder de la direction du PCI et du MPPT sont tellement équivoques qu'elles rendent possibles de sordides et lamentables combinaisons réactionnaires.

## Les résultats des listes auxquelles participait le MPPT

Communes (départements)	Listes	Nombre de voix	Pourcentage	Elus
COUERON (44)	PS dissidents MPPT	1 924 voix	14,41 %	2 élus
SAINT-NAZAIRE (44)	MPPT	670	2,6 %	-
REZÉ-LÈS-NANTES (44)	MPPT	360	2,51 %	-
MÛRS-ERIGNÉ (49)	MPPT	320	17 %	2 élus
PETITE-ROSSELLE (57)	MPPT	72	2,01 %	-
LES MUREAUX (78)	PCF soutenue par le MPPT	2 348	28,7 %	-
GIGNAC (34)	PCF-MPPT	425	22,4 %	3 élus
SAINT-GERMAIN DE MARENCENNES (17)	MPPT	43	8 %	-
SAINT-FLOUR (15)	PS dissidents, PCF, MPPT	216	6,2 %	-
SAINT-BRÉVIN (44)	PCF soutenue par le MPPT	257	6,63 %	-
AMBLAINVILLE (60)	PS-MPPT-PCF	99 voix (en moyenne)	12,6 % (en moyenne)	-
HOLQUES PAR WATTEN (59)	PCF-MPPT	54 voix (en moyenne)	10,67 %	-
CLICHY (92)	PS dissidents MPPT	983	6,53 %	-

A Clichy la vedette de la liste, Le Gall, et la plupart des membres de cette liste ont appelé à voter au deuxième tour pour la liste du RPR Chuller. Le "communiqué" de la "section de Clichy" du MPPT que nous publions en témoigne. Ce communiqué ne fait que prouver l'aveuglement politique qui résulte de l'orientation que développe le MPPT : incapable de déceler une telle combine, il faut le faire.

Méprisante à l'égard des militants la direction du PCI ne tirera aucun bilan, n'analysera pas ce que signifie politiquement ces élections pour le MPPT, pour l'orientation qu'elle imprime au PCI. Elle passe tout aux profits et pertes et elle continue. Que peut-il en résulter ? Au bout ! rien d'autre que la destruction du PCI. Aux militants de défendre le PCI.

### DOCUMENTS ANNEXES :

- 1 - (déclaration de R. Le Toullec Maire PCF des Mureaux)
- 2 - (liste d'union démocratique et humaniste pour Coueron)
- 3 - (MPPT, secteur de Clichy, "Communiqué").

**Madame, Mademoiselle, Monsieur,**

*J'ai le plaisir de vous présenter aujourd'hui, les principaux éléments du programme municipal pour les 6 ans à venir.*

*Vous le savez, depuis 12 ans, l'union de la gauche gère notre ville. Comme Maire, j'ai conduit son action dans un contexte général défavorable : politique d'austérité, crise économique, désindustrialisation de la Vallée de la Seine, ont provoqué le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la dégradation des cités populaires, la misère accrue, la progression de la petite et moyenne délinquance.*

*Malgré ces difficultés, la municipalité a mené avec détermination et persévérance, une action de progrès social qui a profondément transformé notre ville.*

*Nous avons mis fin à l'urbanisme anarchique d'avant 1977. La ville s'est agrandie, embellie et équipée.*

*Dans les domaines économique, scolaire, culturel et sportif, les résultats que nous avons obtenus plaident pour la poursuite de l'effort entrepris.*

*Enfin, notre gestion rigoureuse a permis que les finances communales soient saines.*

*Ce bilan, personne ne le conteste sérieusement, l'union des forces de gauche a été la condition des transformations positives dans cette ville. Ce qui a été vrai dans le passé l'est aussi pour l'avenir. La logique aurait voulu que cette union se renforce, malheureusement, certains, au parti socialiste ne l'ont pas souhaité, ils ont choisi l'isolement et un retour aux errements d'avant 1977.*

*La division à gauche offre à la droite l'occasion inespérée d'être en tête au 1<sup>er</sup> tour et d'arbitrer le scrutin.*

*Si elle y parvenait, ce serait une menace grave pour les acquis sociaux de la population muriotine, un handicap pour la défense des plus déshérités, pour les luttes des locataires, des parents d'élèves, des personnels communaux, des salariés en général qui défendent leurs emplois et leur pouvoir d'achat.*

*Nous respectons les opinions de chacun. Nous sommes clairement partisans du débat démocratique et nous l'avons montré depuis 12 ans. Nous pensons tout aussi clairement qu'il faut s'opposer, sans concession, aux ambitions de la droite et que "l'ouverture" est un leurre dangereux.*

*AUX MUREAUX, le seul moyen clair d'exprimer sa volonté de voir à nouveau, pour six ans, se reconstituer une équipe municipale de rassemblement des forces de gauche et de progrès social est de voter au premier tour le 12 mars pour la liste d'union des forces de gauche que je conduis.*

*Elle rassemble des communistes, des radicaux de gauche, des militants du M.P.P.T., des amis du parti socialiste, des écologistes, des syndicalistes, des membres du mouvement associatif. Dix sept élus sortants, en constituent l'ossature expérimentée dont le dévouement n'est plus à démontrer.*

*Cette équipe municipale s'engage à mener à bien les grands projets que nous vous présentons, de la même manière, je m'engage si je suis réélu, à mener à son terme le mandat que vous m'avez confié.*

*Ainsi, tous ensemble, nous contribuerons à faire DES MUREAUX une ville moyenne de 35 000 habitants avec une unité, une cohérence urbanistique et sociale qui n'existe pas encore. Nous contribuerons à en faire un centre régional culturel et économique à vocation industrielle.*



**Roger LE TOULLEC**  
Maire des Mureaux

# ELECTIONS MUNICIPALES 12 MARS 1989

## LISTE D'UNION DEMOCRATIQUE ET HUMANISTE POUR COUERON

### Pour une gestion démocratique de la commune

Une liste d'union regroupant des candidats décidés, d'opinions diverses, entre autre le MPPT, qui après avoir travaillé ensemble pour un programme constructif et acceptable par tous, vous proposent :

- Un travail collectif dans un nouvel état d'esprit excluant au maximum les confrontations idéologiques pour faire appel aux compétences en vue d'améliorer la vie des Couéronnaises et Couéronnais.
- Des élus responsables à l'écoute et au service de la population sans exclusive.
- Une meilleure concertation, entre autre avec les associations représentatives, avant toute prise de décision importante, dans le respect de l'indépendance réciproque.
- La remise en place de toutes les commissions intéressant la vie communale.
- Une information permanente et transparente (auprès des élus, par la presse et les bulletins municipaux).
- Dans le domaine social : la poursuite de l'action en faveur des personnes âgées, des jeunes, des nouveaux arrivants, des plus démunis et des Couéronnais et Couéronnaises privés d'emplois particulièrement au niveau information, accueil et aide.
- La maîtrise des impôts locaux et une large information.
- Concernant la laïcité : Respect - Liberté - Démocratie - Tolérance  
Soutien actif à l'école publique afin qu'elle puisse remplir sa mission d'enseignement en toute indépendance.

### Pour la défense de l'emploi et des travailleurs

- Maintien de l'outil de travail sur la commune.
- Pour un véritable emploi pour tous dans le respect des conventions collectives. Non au travail précaire.
- Création d'emplois en rendant le site industriel attractif et en favorisant l'implantation d'entreprises.
- Désenclavement de la commune (amélioration des accès - meilleure signalisation).
- Maintien et amélioration dans l'intérêt des usagers d'une desserte S.N.C.F. et du bac du Paradis.
- Soutien au commerce local.
- Maintien des exploitations agricoles.

### Pour un site attractif

- Valoriser l'image de la commune dans le cadre de l'agglomération nantaise.
- Couéron, ville propre et dynamique
- Rénovation et aménagement du bourg et des bords de Loire.
- Sauvegarde des espaces verts et mise en valeur.
- Protection et aménagements des marais.
- Pour une urbanisation harmonieuse et concertée favorisant le logement social, réalisée conjointement avec l'édification des équipements sociaux et culturels.
- Accélération du processus d'aménagement du site de Beauleu. Création d'un véritable complexe écologique, touristique et de loisirs.
- Entretien et création de sentiers pédestres.

### Pour une amélioration de la politique socio-culturelle

- Meilleure utilisation des équipements collectifs (en particulier du Centre de l'Erdurière)
- Construction d'une salle polyvalente (réunion, banquet, concert, bal, sport, exposition) ou autre réalisation.
- Développement des équipements et des activités sportifs, culturels et de loisirs.
- Sauvegarde et mise en valeur du patrimoine. Réalisation par exemple d'une salle de musée.
- Aménagement des espaces récréatifs dans les écoles publiques

### Pour une vie de chaque jour plus facile et plus sûre

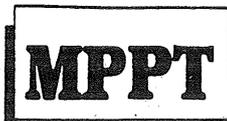
- Revoir et améliorer les problèmes de circulation.
- Respect efficace de la réglementation.
- Remise à l'étude et amélioration des cimetières et des problèmes de concessions.

**Pour plus de concertation, des relations plus humaines,  
une information mieux adaptée, une commune plus vivante et plus dynamique**

**TOUS ENSEMBLE  
POUR COUERON**

**VOTEZ LE 12 MARS POUR LA  
LISTE D'UNION DEMOCRATIQUE ET HUMANISTE**

Jean-René Morandeau - Jean Cormerais - Guy Mahé - Noëlle Girard - Brigitte Houdemont -  
André Grélaud - Claudine Cosneau - Odette Maus - Jean-Yves Noblet - Marie-Claude Charrier  
et toute l'équipe



MOUVEMENT  
POUR UN PARTI  
DES TRAVAILLEURS

- SECTION DE CLICHY -

Pour toute correspondance :

Daniel Tougard  
22 rue des Cailloux - 92110 CLICHY

LETTRE N° 9

COMMUNIQUE

La Section du M.P.P.T de Clichy a pris connaissance avec stupeur de la déclaration à titre personnel d'Henri Le Gall pour voter Didier Schuller au 2ème tour des élections municipales.

La Section du M.P.P.T déclare que cette prise de position personnelle ne saurait en aucun cas l'engager, car le protocole d'accord signé le 20 Février 1989 entre le M.P.P.T et la Liste " A.V.E.C Henri Le Gall " stipulait expressément en son point 3 que seul le programme adopté le 20 Février liait les membres de la Liste, et que par ailleurs le M.P.P.T gardait sa totale indépendance présente et future.

La Liste a adopté une déclaration, le Dimanche 12 Mars à 22 heures, ne donnant aucune consigne de vote au 2ème tour. Seule cette prise de position lie collectivement les membres de la Liste qui, de fait, a été dissoute le 12 Mars au soir.

La Section du M.P.P.T considère que la décision personnelle d'Henri Le Gall est en rupture complète avec le programme et les objectifs de la Liste à laquelle nous avons participé, et dans laquelle 1000 travailleurs, jeunes et militants se sont reconnus.

Aucun argument ne peut être accepté, quand on se réclame de la tradition socialiste, pour voter pour la droite. Pour le M.P.P.T, les choses sont claires, si l'on veut rester fidèle à la défense des travailleurs, alors aucune voix de doit se porter sur la droite.

La Section du M.P.P.T de Clichy, fidèle à son combat incessant pour l'unité contre le patronat et ses représentants, ne saurait, dans ces conditions, diviser les travailleurs entre ceux qui iront voter pour ne pas laisser passer la droite, pour battre Didier Schuller, et ceux qui s'abstiendront pour manifester leur rejet de la politique de droite du Gouvernement.

Le M.P.P.T soumet à la discussion de tous ceux qui se sont reconnus dans le programme de la Liste " A.V.E.C Henri Le Gall " la proposition de la tenue d'une Assemblée Débat démocratique pour oeuvrer à la constitution d'un réel regroupement indépendant pour défendre les travailleurs, la jeunesse et la population.

Clichy le 16 Mars 1989 à 19Heures

\* \* \*

S'associent à cet déclaration, les membres de la Liste suivants :

- Didier FLACHARD
- Daniel DUTHEIL
- Daniel TOUGARD
- Isabelle MORET - BAILLY
- Rosine BAUDIN
- Yves GARNIER
- Jean Claude JOLY